



**Comité intergouvernemental de hauts fonctionnaires et
d'experts pour l'Afrique du Nord**

Trente-cinquième réunion

17 novembre 2020

Point 4 de l'ordre du jour provisoire*

Profil sous-régional Afrique du Nord, 2020

L'Afrique du Nord face aux défis induits par la crise de la Covid-19

Table des matières

1. Résumé	2
2. Introduction	2
3. Les économies d'Afrique du Nord à l'aube de l'ère post-Covid-19 : des faiblesses structurelles sur lesquelles il faut agir pour limiter l'impact de la crise à moyen terme	2
3.1. Un bilan macroéconomique à l'aube de la pandémie faisant apparaître un essoufflement des modèles de développement.	2
3.2. Forces et faiblesses des économies d'Afrique du Nord à l'aube de l'ère post-Covid-19	5
3.3. Un score de vulnérabilité pour quantifier l'impact des vulnérabilités sur le risque systémique lié à la pandémie	7
4. Forces et faiblesses structurelles des économies d'Afrique du Nord pour affronter les défis engendrés par la pandémie à court et moyen terme	9
5. Recommandations : Les réformes pour faire face aux conséquences de la crise de la Covid-19 à court et moyen terme	10
6. Conclusion	12
7. Références	13

Tableaux

Tableau 1 : Principaux indicateurs macroéconomiques, Afrique du Nord, 2019	3
Tableau 2 : Score par catégories des pays d'Afrique du Nord	7
Tableau 3 : Matrice SWOT	9

Graphiques

Graphique 1 : Catégories du score pandémique	7
Graphique 2 : Comparaison des scores pour les pays d'Afrique du Nord	8
Graphique-3 : Démarche pour mener les réformes	10

* ECA/SRO-NA/ICE/35/1

1. Résumé

1. A la veille de la pandémie de Covid-19, les économies d'Afrique du Nord font face à un essoufflement de leurs modèles de développement, avec un ralentissement de la croissance du PIB par tête, des déficits budgétaires et externes structurels, un chômage endémique. Ces performances économiques sont le symptôme de faiblesses structurelles mises en exergue par la crise de la Covid-19. Celle-ci a non seulement des impacts socio-économiques à court terme provoquant une grave récession économique dans la sous-région et une recrudescence de la pauvreté, mais également des conséquences à moyen terme du fait des changements majeurs qu'elle occasionne (réorganisation des chaînes de valeurs mondiales, accélération de la digitalisation notamment, etc.).

2. Pour faire face aux conséquences de la crise, les pays d'Afrique du Nord doivent mener des réformes ambitieuses pour accroître tant leurs capacités de résilience face à une pandémie durable, que leurs capacités d'adaptation pour relever les défis à moyen terme et réinventer leurs modèles de développement. Pour cela, ces pays doivent accélérer leur transformation digitale, investir dans le capital humain (éducation et santé), stimuler leurs capacités d'innovation, renforcer les capacités de l'Etat et œuvrer à une plus grande intégration économique de la sous-région.

2. Introduction

3. Les performances socio-économiques doivent être examinées sous l'angle de la pandémie de Covid-19 qui a non seulement déclenché la plus grave crise économique que le monde ait connue depuis plus d'un siècle, mais aussi engendré des changements profonds au niveau mondial qui vont avoir des impacts importants sur les modèles de développement des pays d'Afrique du Nord.

4. La première partie de ce rapport dresse un tableau des pays d'Afrique du Nord à la lumière de la crise engendrée par la Covid-19 et de ses conséquences, non seulement à court terme sur les économies (croissance, emploi, etc.), mais également à moyen et long terme notamment sur les trajectoires de développement des pays de la sous-région. Dans la seconde partie, nous proposons un score synthétique qui permet de mesurer la vulnérabilité de la sous-région à la pandémie sur le plan sanitaire et socio-économique. Enfin, nous concluons avec des recommandations de politiques publiques.

3. Les économies d'Afrique du Nord à l'aube de l'ère post-Covid-19 : des faiblesses structurelles sur lesquelles il faut agir pour limiter l'impact de la crise à moyen terme

5. Notre analyse débute par l'examen des conditions macro-économiques des pays d'Afrique du Nord à l'aube de la pandémie. Celles-ci sont le symptôme de faiblesses structurelles qui doivent être réduites pour permettre aux sociétés de la sous-région non seulement de limiter l'impact négatif de la crise à court et moyen terme, mais également de s'adapter aux changements profonds qu'elle va induire.

3.1. Un bilan macroéconomique à l'aube de la pandémie faisant apparaître un essoufflement des modèles de développement.

6. A l'aube de la crise de la Covid-19, l'Afrique du Nord, bien qu'avec des contrastes selon les pays, souffre globalement d'un essoufflement des modèles de développement de ses pays avec une croissance volatile, des déficits budgétaires et externes chroniques, un taux de chômage élevé, et une dette publique en hausse (Tableau 1).

Tableau 1 : Principaux indicateurs macroéconomiques, Afrique du Nord, 2019

	Croissance du PIB en %	Inflation %	Taux de chômage %	Balance commerciale % PIB	Balance courante % PIB	Solde budgétaire % PIB	Dettes publique % PIB	Dettes extérieure % PIB
Algérie	0,8	1,95	11,7	-6,9	-	-9,6	45	0,01
Égypte	5,5	12,2	10,8	-12,5	-1,7	-8,1	78,4	29,2
Maroc	2,5	0,2	9,01'	-8,9	-4,1	-3,6	64,9	14,0
Mauritanie	5,9	2,2	9,5	-7,4	-10,9	2	76,4	54,0
Soudan	-1,3	53,5	16,5	-1,46	-14,9	-10,8	200	-
Tunisie	1	6,7	14,9	-17,7	-8,5	-3,5	72,2	51,2

Source : données nationales (Banques centrales, Ministères des Finances, et ONS), sauf le Soudan (CBOS, FMI et Banque Mondiale). Pour la Libye, les données ne sont pas suffisamment disponibles.

7. Les économies algérienne et soudanaise, ont été frappées de plein fouet par la baisse des prix du pétrole qui a débuté en 2014. La croissance de l'économie algérienne a ralenti, passant à 0,8% en 2019 contre 1,4% en 2018. L'économie a par ailleurs pâti d'une crise politique durant les trois premiers trimestres qui s'est dénouée par la tenue d'élections présidentielles en décembre 2019 et a permis au pays d'ouvrir de nouveaux chantiers de réformes. Le Soudan continue de souffrir de la sécession de 2011 qui a occasionné une perte de 75% de ses revenus d'exportation d'hydrocarbures. La croissance en 2019 demeure négative à -1,3%, contre -2,3% en 2018, avec un recul de l'activité dans les secteurs des services, de l'immobilier et de l'agriculture¹. L'économie mauritanienne s'est montrée plus dynamique sur la période (5,9%, de croissance du PIB contre 2,1% en 2018), mais la croissance demeure volatile et dépendante des prix des minéraux. Les performances des pays les plus diversifiés, à savoir l'Égypte, le Maroc et la Tunisie, sont plus disparates. L'économie égyptienne a enregistré une croissance de 5,5% en 2019, contre 2,1% en 2018, grâce au secteur manufacturier, au gaz naturel, au tourisme, à la construction et aux télécommunications. En outre, l'économie bénéficie des réformes du « programme national de réforme économique » initié en 2016. La croissance de l'économie marocaine a ralenti à 2,5%, contre 3,1% en 2018, en raison d'une baisse de -5,8% de la valeur ajoutée dans le secteur agricole (contre une hausse de 3,7% en 2018). La dépendance à l'égard des conditions climatiques et le contenu insuffisant en emplois de la croissance, ont conduit le pays à lancer une réflexion sur une refonte de son modèle de développement. L'économie tunisienne continue de souffrir d'une situation politique qui peine à se stabiliser. La croissance du PIB s'est élevée seulement à 1,0% contre 2,5% en 2018 et 1,9% en 2017. Cela s'explique par recul de -0,7% en 2019 de l'industrie manufacturière (contre +0,3% en 2018 et +0,5% en 2017), en raison d'un repli notamment du secteur du textile, habillement et cuirs (-3%) et de celui des industries mécaniques et électriques (-1,5%)².

8. Sur le plan budgétaire, l'Afrique du Nord entre dans la pandémie avec des déficits relativement importants et une dette publique en hausse. Hormis la Mauritanie, tous les pays affichent en 2019 un déficit supérieur à -3,5% du PIB, atteignant -8,1% en Égypte, -9,6% en Algérie, et -10,8% au Soudan. En Algérie, les finances publiques souffrent de la baisse du prix du pétrole et de dépenses qui demeurent élevées, notamment les dépenses sociales et celles de fonctionnement. Le pays a toutefois engagé une réflexion sur la rationalisation des dépenses

¹ Banque centrale du Soudan, revue des statistiques économiques et financières.

² Conseil d'analyse économique, Tunisie 2020, Revue de la conjoncture économique, 2019.

publiques avec notamment, à l'instar d'autres pays de la sous-région (comme l'Égypte), une maîtrise des subventions et des transferts sociaux³. Au Soudan, le déficit budgétaire très important s'explique par des subventions massives sur certains produits (blé et énergie) et une faible mobilisation des revenus⁴. La Mauritanie est parvenue à maintenir une discipline budgétaire en poursuivant la maîtrise de ses dépenses et en accroissant les recettes intérieures. Le pays dégage ainsi un excédent budgétaire pour la deuxième année consécutive de 2 % du PIB en 2019, après 2,5% en 2018. Malgré des efforts importants et les réformes engagées en 2016, l'Égypte continue d'avoir un déficit budgétaire important (-8,2% du PIB), en amélioration toutefois par rapport à 2018 (-9,7%). Le gouvernement a lancé un ambitieux plan triennal pour contenir le déficit budgétaire avec des comptes budgétaires qui restent sous pression, principalement en raison de recettes fiscales en deçà de leur potentiel. Au Maroc, le déficit budgétaire s'est établi à -3,6% du PIB, contre -3,8% en 2018, grâce notamment à une maîtrise des dépenses ordinaires. Enfin, la Tunisie poursuit la consolidation de ses finances publiques, notamment grâce à un meilleur recouvrement des recettes fiscales, une évolution plus maîtrisée des dépenses, particulièrement de fonctionnement. Ceci a permis de réduire le déficit budgétaire de -4,8% en 2018, à -3,5% du PIB en 2019. La dette publique a toutefois atteint 72,2% du PIB, entraînant une charge importante du service de la dette qui absorbe 14,5% des recettes courantes.

9. Sur le plan de l'inflation, la hausse des prix demeure maîtrisée sauf en Égypte, au Soudan et en Tunisie. En Égypte, l'inflation s'est élevée à 12,2% en raison d'une nouvelle vague de réductions des subventions au carburant en juillet 2019, qui a exercé une pression supplémentaire sur les prix à la consommation⁵. En Tunisie, bien qu'ayant ralenti, l'inflation demeure élevée, s'établissant à 6,7% contre 7,3% en 2018⁶. La politique monétaire menée par la Banque Centrale de Tunisie a permis de ralentir le rythme de l'inflation, avec notamment un relèvement du taux directeur en février 2019 de 100 points de base.

10. Enfin, sur le plan extérieur, tous les pays de la sous-région affichent un déficit commercial important reflétant leur difficulté à améliorer leur compétitivité et à mieux s'insérer dans les chaînes de valeur mondiales. En Algérie, sous la conjugaison d'une baisse des prix du pétrole et d'une réduction de la production, le déficit de la balance commerciale s'est élevé à -6,9% (contre -6,7% en 2018)⁷. Au Soudan, le déficit de la balance commerciale atteint -1,46% du PIB, en raison également de la baisse des exportations d'hydrocarbures. En Mauritanie, le déficit s'élève à -7,4%, en amélioration de 11,9% par rapport à 2018, notamment grâce à une hausse de 26% des exportations, attribuable pour l'essentiel à la hausse des exportations du minerai de fer et de l'or. L'Égypte souffre d'un déficit commercial structurel (-12,5% du PIB en 2019) dû à la faiblesse de la compétitivité de ses exportations, d'une part conséquence d'importations incompressibles (premier importateur mondial de blé), et d'autre part d'une production industrielle qui dépend à 40% d'intrants importés. La balance commerciale marocaine souffre également d'un déficit structurel, notamment avec l'Europe. En 2019, le déficit commercial s'est élevé à -8,9% du PIB. De la même façon, la Tunisie souffre d'un déficit structurel avec l'UE qui représente près de 75% de ses exportations. Le pays affiche un déficit commercial de -17,7% du PIB avec un taux de croissance des importations (5,4%) inférieur à celui des exportations (7,0%)⁸.

³ Réforme en cours par le Ministère des Finances.

⁴ FMI, Article IV, Février 2020.

⁵ Statistiques de la Banque Centrale d'Égypte.

⁶ Statistiques de la Banque Centrale de Tunisie, juillet 2020.

⁷ Statistiques de la Banque Centrale de Tunisie, juillet 2020.

⁸ Banque Centrale de Tunisie, Périodique de Conjoncture, N°127, avril 2020.

3.2. Forces et faiblesses des économies d'Afrique du Nord à l'aube de l'ère post-Covid-19.

11. Les mauvaises performances conjoncturelles décrites ci-dessus reflètent en grande partie des faiblesses structurelles qui détermineront l'impact à venir de la crise de la Covid-19 à moyen terme, et qui peuvent se résumer en huit principaux faits stylisés.

12. ***Une croissance relativement faible des revenus*** : Pour tous les pays de la sous-région, on constate un essoufflement de la croissance depuis le début des années 2000. Cette faible croissance du PIB par tête peut s'expliquer à la fois par une croissance de la productivité totale des facteurs relativement faible et par un changement structurel qui ne contribue pas suffisamment à la croissance de la productivité.

13. ***Une diversification inégale selon les pays et une faible transformation structurelle dans toute la sous-région*** : La sous-région a connu en 20 ans une modification de la structure de ses économies avec notamment une réduction de la part de l'agriculture au profit de l'industrie et des services. Cette diversification de la production s'est accompagnée, du moins pour l'Égypte, le Maroc et la Tunisie, d'une diversification des exportations. Cependant, les économies d'Afrique du Nord demeurent globalement bien moins diversifiées que des pays comparables à revenu intermédiaire. Cette moindre diversification a des effets négatifs sur la productivité.

14. ***Une création d'emplois insuffisante, notamment pour les jeunes qualifiés*** : L'Afrique du Nord est frappée par un chômage endémique dû à une création d'emplois insuffisante pour absorber la croissance de la population active. Sur la période 2000 – 2009 les taux de croissance de la population active et de l'emploi se sont élevés respectivement à 2,4% et 3%, et respectivement à 1,6% et 1,2% entre 2010 et 2018, ce qui induit un écart de 5% sur la période⁹. Le taux de chômage est proche de 10% (Algérie, Égypte, Mauritanie, Maroc), et dépasse 16% dans les autres pays, alors qu'il n'est que de 6,8% en moyenne en Afrique. Le chômage affecte particulièrement les jeunes, avec des taux supérieurs à 30%, sauf dans le cas de la Mauritanie et du Maroc. Le chômage touche également fortement les femmes avec des taux supérieurs à 20% dans de nombreux pays.

15. ***Un secteur privé qui souffre d'un développement financier relativement faible*** : En Afrique du Nord, les PME représentent entre 24% à 46% de l'emploi total¹⁰, constituant ainsi un grand potentiel pour réduire le chômage élevé des jeunes et contribuer aux efforts de réduction de la pauvreté. L'Égypte, l'Algérie, le Maroc et la Tunisie figurent parmi les pays ayant les plus faibles densités d'entrée dans le secteur formel, ce qui suggère des difficultés pour les jeunes entreprises à entrer sur les marchés¹¹. Il existe de nombreuses raisons au faible développement du secteur privé, mais l'un des obstacles majeurs relevé par les entreprises est l'accès au financement. Pour l'ensemble des pays d'Afrique du Nord, le déficit de financement est très important : pour le Maroc et l'Égypte par exemple, l'offre actuelle de prêts aux petites et moyennes entreprises se situe bien en dessous de la moyenne des pays en développement (14% du PIB) et représente moins de la moitié de la demande potentielle¹². Le déficit de financement total des PME pour ces trois pays est ainsi estimé à environ 66,4 milliards USD en 2018.

16. ***Des pays inégalement arrimés aux chaînes de valeurs mondiales (CVM), et qui peinent à remonter le long de la chaîne de valeur*** : L'intégration aux CVM, inégale dans la sous-région, est

⁹ Statistiques de l'OIT, 2020.

¹⁰ Indicateurs MSME. 2020, <https://www.smefinanceforum.org/>.

¹¹ Rijkers, B., Hassen A., Freund, C. & Nucifora, A. (2014). Which Firms Create the Most Jobs in Developing Countries? Evidence from Tunisia. *World Bank Policy Research Paper*. Washington, DC.

¹² Bruhn, M., Hommes, M.; Khanna, M., Singh, S., Sorokina, A., Wimpey, J.S. (2017). Écart de financement des MPME: évaluation des lacunes et des opportunités de financement des micros, petites et moyennes entreprises dans les marchés émergents. Washington, D.C. : Groupe de la Banque mondiale.

liée au degré de diversification économique et a une influence sur les trajectoires de sortie de crise. Trois pays, l’Egypte, le Maroc et la Tunisie sont intégrés à des degrés différents aux CVM. La Tunisie a une intégration relativement forte avec environ 45% de ses exportations montrant un lien avec les CVM. En 2015, 43% de la valeur ajoutée des exportations marocaines étaient liés à des chaînes de valeur. Enfin, l’Egypte est moins intégrée aux CVM avec seulement 10% de ses exportations liées à des CVM en 2018. Les autres pays de la sous-région ne sont pas encore réellement intégrés aux CVM¹³. De nombreuses études indiquent que l’ère post-Covid-19 sera marquée par le renforcement des chaînes de valeurs locales. Dans cette perspective, l’Afrique du Nord gagnerait à développer son intégration économique, notamment pour tirer pleinement profit de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). L’Afrique du Nord est en effet l’une des sous-régions les moins intégrées au monde, et la moins intégrée d’Afrique. En 2018, les exportations intra-Afrique du Nord ne représentaient que 5,1% des exportations de l’Afrique du Nord, contre 10,5% pour le COMESA ou 19,8% pour la SADC¹⁴.

17. ***Une capacité d’absorption et de développement technologique encore insuffisante*** : La révolution technologique en cours, avec une accélération de l’adoption de ses outils induite par la crise de la Covid-19 aura des répercussions économiques importantes au niveau mondial, et notamment sur la trajectoire de développement économique des pays en développement. Ce renforcement des capacités technologiques sera un facteur clé de succès pour les pays d’Afrique du Nord. Les performances des pays d’Afrique du Nord, eu égard aux pays comparateurs, sont plutôt faibles. Différents indicateurs de création technologique le montrent. Dans ce domaine la Tunisie est le pays d’Afrique du Nord avec le score le plus élevé (35,8) et l’Algérie celui avec le score le plus faible (23,1), à comparer avec une moyenne de 40 pour les pays émergents comparateurs et 58,3 pour les pays développés de référence. Certains pays de la zone ont en revanche de bonnes performances relatives en termes de capital humain, ce qui pourrait s’avérer être un atout décisif dans l’ère post-Covid-19.

18. ***Des efforts importants à faire en matière de digitalisation de l’économie*** : La digitalisation est en expansion partout dans le monde, mais il reste encore beaucoup à réaliser pour faire entrer les économies d’Afrique du Nord dans l’ère du numérique. La digitalisation dépend de plusieurs facteurs dont en priorité le développement des infrastructures, notamment en termes d’accès à Internet et aux moyens de paiement électronique. Bien que l’accès à Internet se soit amélioré, le taux d’accès demeure encore très faible dans nombre de pays de la sous-région, tout comme la couverture par la 4G. Dans le domaine de l’action publique numérique, le classement des pays d’Afrique du Nord est plutôt faible. Le e-commerce demeure également peu développé en Afrique du Nord, alors que la crise a montré qu’il pouvait être un moyen important de limiter la baisse de la demande induite par les mesures de confinement.

19. ***Un déficit des capacités de l’Etat*** : Les capacités de l’Etat englobent les capacités fiscales et la gouvernance. Les capacités fiscales sont aussi bien la capacité de l’Etat à collecter des revenus (essentiellement l’impôt) qu’à dépenser. Ce dernier point est important, car l’efficacité de la dépense publique est un enjeu majeur surtout en période de réduction des ressources budgétaires. Le déficit budgétaire est un problème endémique en Afrique du Nord, même si la plupart des pays ont fait des efforts pour rationaliser leurs finances publiques. La dette publique totale a considérablement augmenté depuis 2008 et est bien supérieure à la moyenne africaine. La dette extérieure est passée de 11,4% du PIB en 2015 à 44,6% en 2018. L’augmentation de la dette a entraîné une augmentation du service de la dette qui atteint 4% du PIB, un niveau bien supérieur à la médiane africaine¹⁵.

¹³ EBRD, Global Value Chains Diagnostic, 2019.

¹⁴ Calcul de l’auteur à partir des données commerciales de la CNUCED.

¹⁵ Rapport économique sur l’Afrique, CEA, 2019.

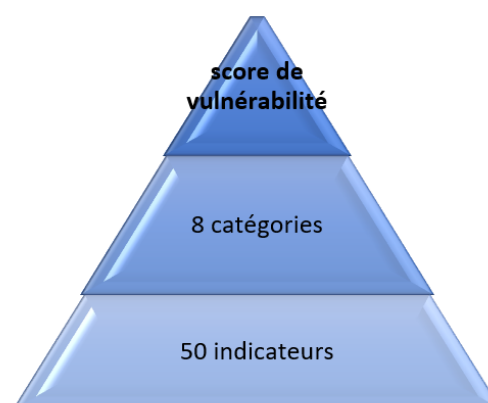
3.3. Un score de vulnérabilité pour quantifier l'impact des vulnérabilités sur le risque systémique lié à la pandémie

20. Nous proposons le premier score de vulnérabilité des pays d'Afrique du Nord au risque pandémique, qui synthétise le degré d'exposition à la pandémie tant au niveau du dommage humain qu'économique, qu'il soit constaté ou prévu. L'objectif du score est de révéler les sources de vulnérabilité au risque pandémique. La construction du score s'appuie sur une méthode de scoring inspirée de celle utilisée par le Conseil de Stabilité Financière et le Comité de Bâle pour mesurer le risque financier systémique. Le risque systémique et le risque pandémique présentent en effet des analogies dans leur mécanismes d'impulsion et de propagation.

21. Chaque pays est caractérisé par un ensemble de 50 indicateurs répartis en 8 catégories de vulnérabilité.

Graphique 1 : Catégories du score pandémique

Catégorie 1 : Propagation du virus,
Catégorie 2 : Vulnérabilité sanitaire,
Catégorie 3 : Capacité sanitaire,
Catégorie 4 : Vulnérabilité économique de la population,
Catégorie 5 : Structure économique,
Catégorie 6 : Capacité budgétaires,
Catégorie 7 : Capacité à s'adapter,
Catégorie 8 : Gouvernance.



22. Chaque catégorie est assortie d'un score. A partir des scores par catégories, nous construisons un score agrégé pour les 149 pays de l'échantillon. Par convention, plus le score est élevé, plus le pays est vulnérable au risque pandémique.

23. Comme le montre le Tableau , les scores de vulnérabilité des cinq pays d'Afrique du Nord sont globalement proches. Toutefois dans le détail, deux pays présentent les risques les plus élevés et se détachent légèrement par rapport aux autres pays de la zone. Il s'agit de l'Algérie avec un score de 82 et de la Mauritanie avec un score de 78. Suit ensuite l'Égypte avec un score de 68, puis la Tunisie et le Maroc avec des scores très proches, respectivement égaux à 60 et 57.

Tableau 2 : Score par catégories des pays d'Afrique du Nord

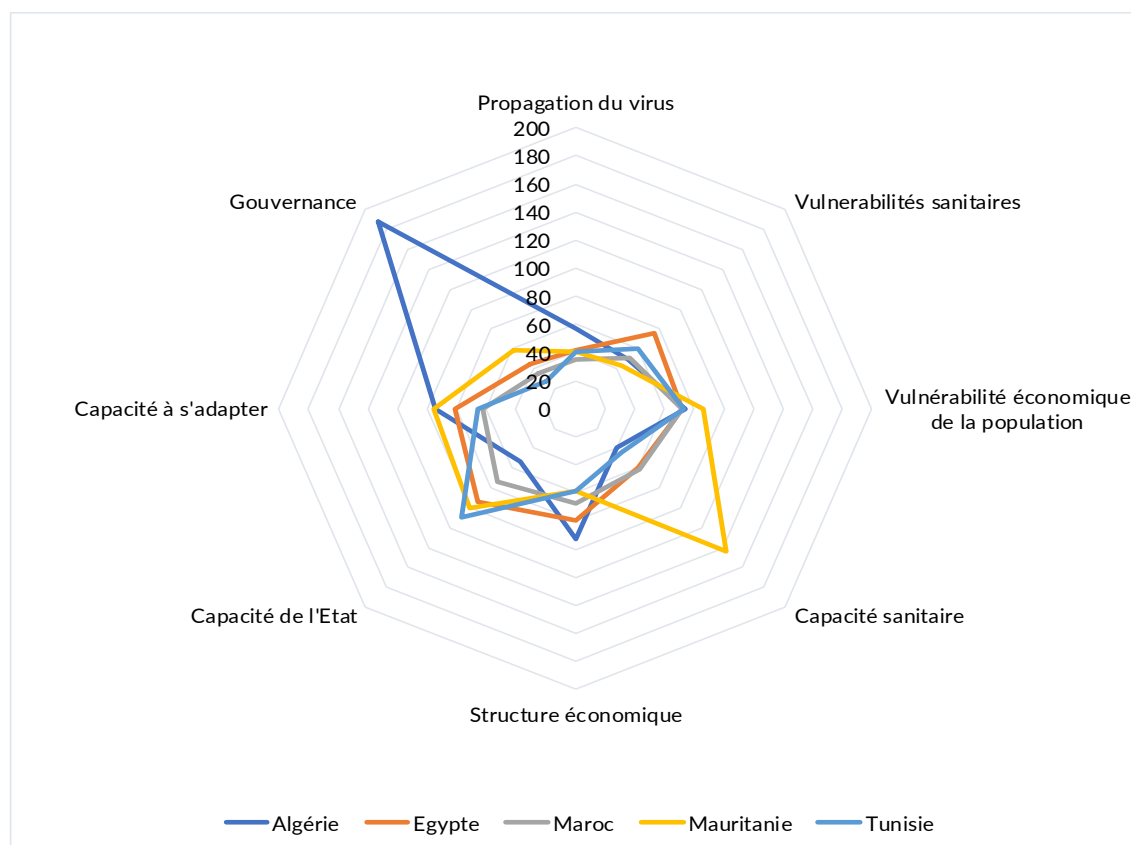
	Score	Cat. 1	Cat. 2	Cat. 3	Cat. 4	Cat. 5	Cat. 6	Cat. 7	Cat. 8
Algérie	82	57	50	74	40	92	53	95	188
Egypte	68	42	76	72	60	80	93	81	44
Maroc	57	35	52	72	62	68	74	62	36
Mauritanie	78	41	43	86	143	59	101	96	59
Tunisie	60	40	60	73	44	59	109	65	28

Note : Catégorie 1 : Propagation du virus, Catégorie 2 : Vulnérabilité sanitaire, Catégorie 3 : Capacité sanitaire, Catégorie 4 : Vulnérabilité économique de la population, Catégorie 5 : Structure économique, Catégorie 6 : Capacité budgétaire, Catégorie 7 : Capacité à s'adapter, Catégorie 8 : Gouvernance.

24. L'Algérie avec 38 583 cas confirmés au 17 août 2020 et 1 370 décès, soit 32,4 morts par million d'habitant, est le pays le plus touché de la zone devant le Maroc (42 489 cas et 658 décès, soit 18,3 morts par million d'habitants) et la Mauritanie (6 701 cas et 157 morts, 35,7 morts par million d'habitants). On retrouve ces différences dans le score de la catégorie « Propagation du virus ». On observe ainsi que les vulnérabilités sanitaires sont légèrement plus fortes en Egypte que dans les autres pays de la zone. La Mauritanie présente le plus haut niveau de vulnérabilité en termes de capacités sanitaires en raison notamment des difficultés du secteur public de la santé de ce pays.

25. Concernant la vulnérabilité économique de la population, c'est la Mauritanie qui présente le score le plus élevé. L'Algérie et l'Egypte ont les scores de vulnérabilité les plus élevés au regard de leur structure économique. Concernant la capacité budgétaire à faire face au risque économique lié à la pandémie, notre score montre que la Tunisie et la Mauritanie disposent des plus faibles marges de manœuvre budgétaires et fiscales. La Mauritanie présente la plus forte vulnérabilité en matière de capacité à s'adapter. Les indicateurs de compétitivité et de capital humain sont des facteurs qui expliquent ces performances. Enfin, dans la catégorie « Gouvernance », c'est l'Algérie qui présente les vulnérabilités les plus fortes, avec des performances plutôt mitigées selon les indicateurs de gouvernance disponibles.

Graphique 2 : Comparaison des scores pour les pays d'Afrique du Nord



Source : les scores de vulnérabilité pour chaque catégorie sont issus des calculs des auteurs.

26. Le radar du graphique 2 offre une comparaison visuelle des principales vulnérabilités des pays d'Afrique du Nord. La Mauritanie présente de très fortes vulnérabilités sanitaires et dans une moindre mesure, de fortes vulnérabilités économiques. L'Algérie présente quant à elle d'importantes vulnérabilités liées à des capacités d'adaptation et à des indicateurs de gouvernance dégradés. Les risques pour l'Egypte proviennent avant tout de facteurs sanitaires, de sa capacité d'adaptation et de sa structure économique. La Tunisie et le Maroc présentent des niveaux de vulnérabilité plus faibles que les autres pays dans la plupart des domaines.

4. Forces et faiblesses structurelles des économies d'Afrique du Nord pour affronter les défis engendrés par la pandémie à court et moyen terme.

27. La crise de la Covid-19 remet en question les stratégies nationales de développement, et sans doute rééquilibre les priorités des pays de la sous-région. Si les pays développés ont pu en partie absorber le choc du confinement en recourant au télétravail et au commerce en ligne, les pays en développement n'ont pas pu le faire, faute à la fois de e-capacités suffisantes, mais aussi du fait de la structure de leurs économies (secteur informel développé, faible complexité économique, etc.).

28. Dans le domaine social, la faiblesse des systèmes sociaux des pays d'Afrique du Nord est apparue comme une vérité criante, avec une capacité extrêmement réduite (certes à des degrés différents selon les pays) à déployer rapidement des ressources pour soutenir à court terme les populations les plus vulnérables. L'absence de systèmes solides de compensation des travailleurs au chômage ou en réduction d'activité s'est avérée un handicap majeur pour soutenir l'activité économique.

29. A la lumière des enjeux liés à la gestion de la crise à court terme et de ses défis à moyen terme, le Tableau 3 présente une brève analyse des forces et des faiblesses de la sous-région, sous un angle interne et externe à la sous-région. Ici, les nouvelles technologies sont présentées à la fois comme une opportunité et une menace. Ils sont une opportunité dans la mesure où leur adoption plus rapide peut permettre de répondre plus efficacement aux défis liés au développement économique et social. Cependant, ils constituent une menace en raison de leur potentiel de destruction d'emplois, des inégalités croissantes (élargissement des écarts entre revenus qualifiés et non qualifiés par exemple), et du risque de déclassement économique des pays d'Afrique du Nord (et plus généralement des pays en développement).

Tableau 3 : Matrice SWOT

Interne	Forces <ul style="list-style-type: none"> - Population jeune et relativement éduquée - Ressources naturelles - Taille de marché, potentiel d'intégration économique - Proximité culturelle 	Faiblesses <ul style="list-style-type: none"> - Diversification économique - Capacités d'absorption et de développement technologique - Complexité économique - Capacités de l'Etat
	Opportunités <ul style="list-style-type: none"> - Développement des chaînes de valeur locales - Proximité avec l'Europe - Digitalisation et nouvelles technologies 	Menaces <ul style="list-style-type: none"> - Digitalisation et nouvelles technologies - Changement climatique - Epidémies

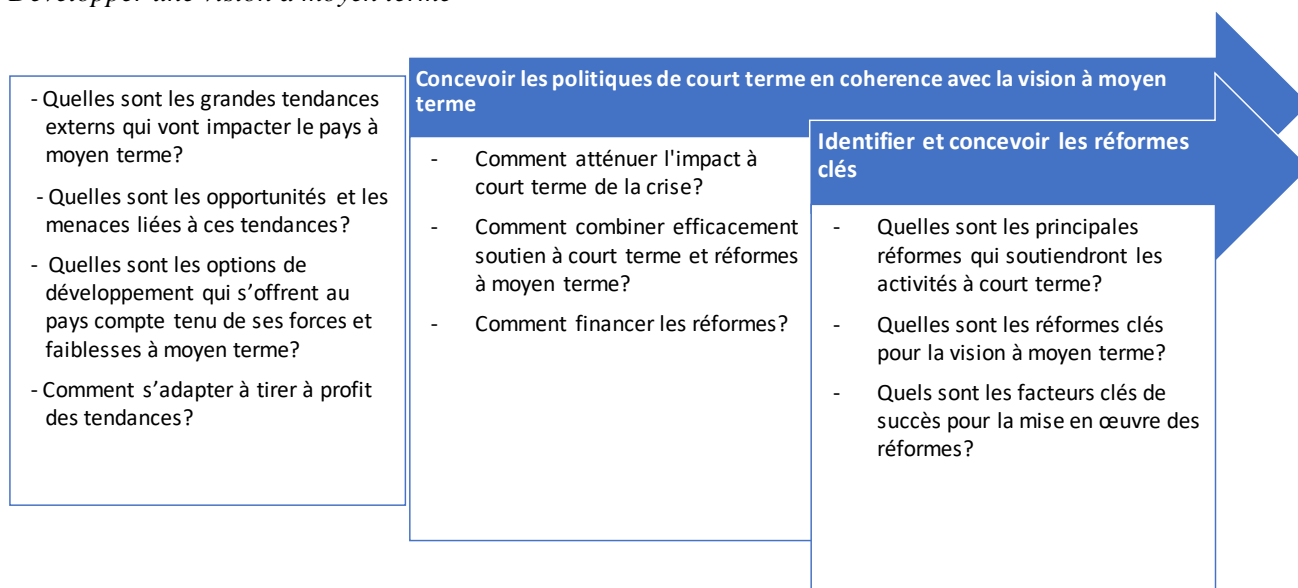
30. Le changement climatique a été introduit comme une menace externe potentiellement importante, en raison de ses conséquences qui devraient se faire ressentir dans un horizon proche, dans les 10 prochaines années sans doute. Les conséquences économiques du réchauffement climatique se manifesteront par un endommagement des biens et des infrastructures, des pertes de productivité, une migration massive et des menaces pour la sécurité des pays. Ce qui accentue les effets du réchauffement climatique c'est d'une part la proximité temporelle entre ses effets et la crise actuelle, d'autre part l'impact négatif de la crise sur les politiques de lutte contre le réchauffement climatique. Ainsi, les pays d'Afrique du Nord, et l'ensemble des pays en développement, vont devoir faire face à de multiples défis, qui touchent tous les domaines, tant économiques et sociaux, qu'institutionnels.

5. Recommandations : Les réformes pour faire face aux conséquences de la crise de la Covid-19 à court et moyen terme

31. L'objectif de cette section n'est pas tant de proposer une liste de réformes pour aborder tous les problèmes structurels des pays de l'Afrique du Nord, que de proposer une démarche globale et quelques réformes clés pour engager plus sereinement la sous-région dans l'ère post-Covid-19. La démarche que nous proposons combine : (i) une vision de moyen terme, (ii) une cohérence entre les réformes de court et moyen terme, et (iii) l'identification de réformes clés.

Graphique-3 : Démarche pour mener les réformes

Développer une vision à moyen terme



32. L'élaboration d'une vision de moyen terme est d'une importance capitale dans la mesure où la crise va engendrer des changements profonds avec des conséquences potentiellement importantes sur les stratégies de développement des pays de la sous-région. Plusieurs pays ont initié des réflexions pour élaborer une vision à moyen – long terme, comme le nouveau modèle de développement au Maroc ou la vision 2035 en Algérie. Ces réflexions, actualisées à l'épreuve des changements que la crise actuelle va induire, peuvent ainsi constituer une nouvelle vision du développement économique et social à moyen terme (10 ou 15 ans). L'articulation des politiques publiques de court terme (pour juguler la crise) avec la vision de moyen terme est critique car elle permet (i) de tenir compte des changements à venir pour mettre en place les bonnes incitations, (ii) de rationaliser l'allocation des ressources publiques (pour par exemple limiter les dépenses avec peu de rendement social à moyen terme) et (iii) d'accroître l'efficacité des politiques publiques. Enfin, la dernière étape du processus consiste à identifier et à concevoir les réformes clés, celles qui formeront la base de toutes les réformes pour atteindre les objectifs de la vision à moyen terme. Ce sont précisément ces réformes dont nous allons maintenant discuter.

33. Les vulnérabilités sanitaires au sens large (facteurs de propagation du virus, vulnérabilités sanitaires et capacités sanitaires) dépendent, outre de facteurs structurels (densité de population, densité urbaine, etc.), avant tout de capacités (structures médicales, médecins, etc.) qui sont le résultat d'investissements de long terme. Ainsi, il peut paraître difficile de réduire ces vulnérabilités à moyen terme sans un accroissement significatif de l'investissement dans la santé et plus généralement le système social. Cependant, à court terme, il est nécessaire de prendre des mesures qui peuvent permettre d'augmenter la résilience sanitaire et économique des pays d'Afrique du Nord face à une pandémie non encore maîtrisée.

Sur le plan sanitaire

- Mieux cibler les politiques de prévention et de soins auprès des populations les plus vulnérables. La prise en compte des facteurs de risque doit permettre de concentrer les ressources sanitaires sur les patients les plus à même de développer des formes graves. Il faut également généraliser la politique de tests au maximum, notamment dans les pays présentant les plus grandes vulnérabilités sanitaires (Mauritanie et Egypte, notamment). En un mot, les ressources collectives doivent être dirigées là où les risques sont les plus élevés.
- En parallèle, dans la mesure où le renforcement des capacités physiques et humaines du système de santé prend du temps, il faudrait agir sur son efficacité, et déployer les nouvelles technologies pour répondre aux contraintes de capacité à court et moyen terme.
- Réduire les obstacles tarifaires ou non tarifaires aux échanges en ce qui concerne les équipements et fournitures médicales bien évidemment, mais plus généralement l'ensemble des biens de première nécessité.
- A moyen terme, les gouvernements doivent apporter à leur système de santé les moyens nécessaires pour faire face au risque pandémique : cela passe par le recrutement et la gestion de carrière de médecins et de personnels hospitaliers¹⁶, l'octroi de budgets de fonctionnement suffisants aux hôpitaux et établissements de santé, la revalorisation des salaires, la modernisation des processus de prise en charge des patients (moins de bureaucratie), et l'optimisation du parcours de santé des patients destiné à accroître l'efficacité du système de soin.

Sur le plan des vulnérabilités économiques

34. La gestion de la crise nécessite à la fois des mesures d'urgence à court-terme et des mesures à moyen-long terme. A court terme, les efforts des pouvoirs publics doivent continuer d'être axés sur la mise en œuvre de dispositifs d'urgence et la promotion de la reprise économique. Il s'agit notamment de :

- Soutenir l'accès au financement (via par exemple des dispositifs comme les prêts garantis, ou le report d'échéances, le lissage de la dette etc.), (ii) soutenir l'emploi, via des dispositifs de réduction des charges, de lissage temporel des taxes, de subventions à la formation (pour faciliter les reconversions), (iii) réaliser un choc de simplification administrative pour réduire de façon significative les contraintes qui pèsent sur les entreprises.
- Soutenir la demande, par une politique sociale mieux ciblée en faveur des populations les plus affectées par la crise économique (travailleurs du secteur informel, etc.). Là encore, les nouvelles technologies peuvent être d'une grande utilité pour développer rapidement un système d'information sociale pour mieux comprendre la situation sociale de chaque individu et être à même de mettre en place des politiques plus ciblées.

35. La dernière étape du processus consiste à identifier et concevoir les réformes clés, celles qui constitueront le socle de l'ensemble des réformes pour réaliser les objectifs de la vision à moyen terme. Le choix de ces réformes clés sera critique face à l'ampleur des changements attendus à moyen et long terme et à l'augmentation de l'incertitude dans un contexte de croissance sans doute plus volatile, pour construire des capacités de résilience et d'adaptation. Ainsi, cinq axes de réforme sont susceptibles de répondre à cet objectif :

¹⁶ La rétention des médecins est d'une importance cruciale étant donné la fuite des cerveaux (Brain drain) dont sont victimes certains pays (comme l'Algérie, le Maroc ou la Tunisie par exemple).

Axe 1 : Favoriser l'adoption et l'adaptation des technologies numériques,

Avec (i) le développement des ressources humaines, (ii) un système éducatif réformé qui intègre les nouvelles technologies dans l'enseignement, (iii) un « plan numérique » visant au développement accéléré du e-gouvernement, (iv) un investissement massif dans les infrastructures numériques, (v) le développement du cadre réglementaire, (vi) le développement de l'économie de la « data ».

Axe 2 : Développer le capital humain à travers l'éducation et de la protection sociale

Utiliser les nouvelles technologies pour répondre aux contraintes de capacités à court et moyen terme.

Axe 3 : Stimuler les capacités d'innovation

Développer une culture de l'innovation (économique, sociale, institutionnelle, etc.) qui doit se diffuser dans la société. Investir dans la R&D. Améliorer la qualité de la régulation publique pour créer un environnement plus concurrentiel.

Axe 4 : Renforcer les capacités de l'Etat

Renforcer les capacités fiscales (simplification, intégrité, conformité, etc.), et accélérer la numérisation dans la mobilisation et la gestion des recettes fiscales. Développer une culture d'évaluation des politiques publiques et de transparence du budget gouvernemental.

Axe 5 : Renforcer l'intégration économique de la sous-région

Développer une réelle coopération entre les pays en vue de mettre en commun des ressources pour développer une capacité technologique commune et offrir aux entreprises nord-africaines un plus large marché. Une plus grande coopération, notamment dans l'investissement en infrastructures (physiques et digitales), dans l'éducation, la R&D, et bien évidemment dans le domaine réglementaire pour faciliter le commerce (physique et électronique) et l'investissement, sera critique pour positionner la sous-région dans les CVM et également tirer pleinement profit de la ZLECA.

6. Conclusion

36. Les pays d'Afrique du Nord vont être soumis à des pressions très fortes nécessitant de mener de front des réformes profondes dans de nombreux domaines (santé, éducation, économie, gouvernance etc.) dans un contexte de récession économique et de tensions fortes sur les finances publiques. Les mesures prises par les gouvernements pour faire face à la crise à court terme doivent être pensées en cohérence avec les réformes « de structure » afin, d'une part, de rationaliser les dépenses publiques et, d'autre part, d'accroître leur efficacité. Dans ce contexte, les réformes institutionnelles pour améliorer la gouvernance seront d'autant plus critiques que l'ensemble des capacités et potentiels de la société, notamment d'innovation, devront être mobilisées. Une gouvernance inclusive et participative, assise sur les principes de transparence, sera un atout pour concevoir et implémenter efficacement les réformes pour faire entrer sereinement les pays de la sous-région dans l'ère post Covid-19.

7. Références

- Arntz, M., Gregory, T., & Zierahn, U. (2016). The Risk of Automation for Jobs in OECD Countries: A Comparative Analysis, OECD Working Papers No. 189. <https://doi.org/10.1787/5jlz9h56dvq7-en>.
- Arellano, C. Bai, Y. et G.P. Mihalache (2020). Deadly Debt Crises: COVID-19 in Emerging Markets, NBER Working Paper 27275, May 2020.
- Banque Africaine de Développement (2015). African Economic Brief- The Banking System in Africa: Main Facts and Challenges. Abidjan: African Development Bank.
- Banque Centrale d’Egypte, Economic Review Vol. 59 No.1.
- Banque Centrale de Tunisie, Périodique de Conjoncture N°127–Avril 2020.
- Basel Committee on Banking Supervision (2013). Global Systemically Important Banks: Updated Assessment Methodology and the Higher Loss Absorbency Requirement. Report.
- Basel Committee on Banking Supervision, (2014). The G-SIB Assessment Methodology Score calculation. Report.
- Bisias, D., Flood, M., Lo, A. W., et Valavanis, S. (2012) A survey of systemic risk analytics, *Annual Review of Financial Economics* 4, 255–296.
- Benhassane, N., Saadani Hassani, Y., Keefer, P.E., Stone, A. H. W., Wahba, S. N. (2009). From privilege to competition: unlocking private-led growth in the Middle East and North Africa (English). *MENA development report*, World Bank.
- Benoit, S., Colliard, J.-E., Hurlin, C., et Pérignon, C. (2017). Where the risks lie: a survey on systemic risk. *Review of Finance* 21 (1), 109–152.
- Benoit S., Hurlin C., et Pérignon C. (2019). Pitfalls in Systemic-Risk Scoring, *Journal of Financial Intermediation*, 38, 19-44.
- Bjørnskov, C. (2016), Economic freedom and economic crises, *European Journal of Political Economy*, 45, 11-23.
- Bureau International du Travail, 2020, “World Employment and Socio-Economic Trends”.
- Carozzi, F., Provenzano, S. et S. Roth (2020), Urban Density and COVID-19, IZA DP No. 13440.
- Chen, C., Iyengar, G., et C.C. Moallemi (2013) An axiomatic approach to systemic risk, *Management Science* 59, 1373–1388.
- Cheney, C. (2018), “The promise and pitfalls of artificial intelligence for global development”, disponible au lien suivant : https://www.devex.com/news/the-promise-and-pitfalls-of-artificial-intelligence-for-global-development-91881_
- Deep Knowledge Group (2020), COVID-19 Regional Safety Index: Analytical Framework and Methodology. Report.
- Direction des Etudes et des Prévisions Financières, Ministère des Finances, Maroc, Notes de Conjoncture 2020.
- Direction du Trésor et des Finances Extérieures, Maroc, Note de conjoncture année 2019.
- Dowd, J. B. et al. (2020), Demographic science aids in understanding the spread and fatality rates of COVID-19. *Proc. Natl. Acad. Sci. U.S.A.* 117, 9696–9698.
- Fang, W. et Wahba, S. (2020), Urban Density Is Not an Enemy in the Coronavirus Fight: Evidence from China, April 20, [World Bank Blogs](#).
- Felipe J., Kumar U., Abdon A., Bacate M. (2012). Product complexity and economic Development. *Structural Change and Economic Dynamics*, Volume 23, Issue 1, March 2012, Pages 36-68.
- Financial Stability Board - International Organization of Securities Commissions (2015). Assessment Methodologies for Identifying Non-Bank Non-Insurer Global Systemically Important Financial Institutions. *FSB-IOSCO Consultative Document*.
- Frewer, G. (2016). Neighbourhood SME financing: Synthesis report. Kirchberg, Luxembourg: European Investment Bank.

- Greenwood, R., Landier, A., et Thesmar, D. (2015) Vulnerable banks, *Journal of Financial Economics*, 115, 471–485.
- Hausman R., et Klinger B. (2007). “The structure of the product space and the evolution of comparative advantage”, Working Paper Series rwp06-041, Harvard University.
- Hausmann, R., Bustos, S. 2012. Comparative study of export policies in Egypt, Morocco, Indicateurs MSME. <https://www.smefinanceforum.org/>
- International Association of Insurance Supervisors, (2013). Global Systemically Important Insurers: Initial Assessment Methodology, *IAIS Report*.
- Jankowska, A., Nagengast A., et Perea J.R. (2012). The Product Space and the Middle-Income Trap: Comparing Asian and Latin American Experiences, *OECD Development Centre Working Paper* 311.
- Janssen, M. et van der Voort, H. (2020), Agile and adaptive governance in crisis response: Lessons from the COVID-19 pandemic, à paraître dans *International Journal of Information Management*.
- Jaramillo, A., & Melonio, T. (2011). Breaking even or breaking through: reaching financial sustainability while providing high quality standards in *Higher Education in the Middle East and North Africa*.
- McKinsey (2020), The Covid-19 recovery will be digital: A plan for the first 90 days, May 2020.
- Mburu, Y. et Y. Boum II (2020), Coronavirus: Amid the Global Pandemic, Lessons for Africa, *The Brookings Institute*.
- Ministère des Finances, Algérie, Situation Résumée des Opérations du Trésor "SROT" 2000-2019.
- Office National de Statistiques, Algérie, Comptes nationaux trimestriels 2019 et 1^{er} trimestre 2020.
- Office National de Statistiques, Mauritanie, Bulletins Trimestriels de Conjoncture, Novembre 2019 et 2020.
- Oxford Business Group (2018). Report. Accessed on 25/6/19.
- Ozili, P. (2020), Covid-19 Pandemic and Economic Crisis: The Nigerian Experience and Structural Causes, Central Bank of Nigeria, *SSRN Working Paper*, April 2020.
- Reinhart, C.M. (2020), Debt Challenges Ahead, The World Bank, Conference, June 2020.
- Conseil d'Analyse Economique, Tunisie 2020, Revue de la Conjoncture Economique année 2019.
- Rijkers, B., Hassen A., Freund, C. & Nucifora, A. (2014). Which Firms Create the Most Jobs in Developing Countries? Evidence from Tunisia. *World Bank Policy Research Paper*. Washington, DC.
- Rocha, R.R., Farazi, S., Khouri R. & Pearce, D. (2011). The Status of Bank Lending to SMEs in the Middle East and North Africa - Results of a Joint Survey of the Union of Arab Bank and the World Bank. *World Bank Policy Research Paper*. Washington, DC.
- Rodrik, Dani. (2006). What's So Special about China's Exports? *China and World Economy*, 14 (5), p.1-19.
- Rodrik, D. (2018). *New Technologies, Global Value Chains, and Developing Economies*, Working Paper No. 25164. <https://doi.org/10.3386/w25164>.
- Schiffbauer, M., Sy, A., Hussain, S., Sahnoun, H., Keefer, P. (2015). Jobs or Privileges: Unleashing the Employment Potential of the Middle East and North Africa. MENA Development Report, World Bank.
- TWI2050 - The World in 2050 (2019). “The Digital Revolution and Sustainable Development: Opportunities and Challenges”. Report prepared by The World in 2050 initiative. International Institute for Applied Systems Analysis (IIASA), Laxenburg, Austria. www.twi2050.org.
- World Bank (2020), Global Economic Prospects, June 2020. Report.
- World Health Organization (2020), COVID-19: Situation Update for the WHO African Region, External Situation Report 12.
- Fonds Monétaire International, Juin 2020, “World Economic Outlook”.
- Yipeng Liu, Jong Min Lee, Celia Lee (2020), The challenges and opportunities of a global health crisis: the management and business implications of COVID-19 from an Asian perspective, *Asian Business & Management* 19:277–297.